



Etats-Unis, France, Canada... les Etats se livrent à une vraie bataille de leadership pour coordonner l'aide.

La reconstruction du pays attise les convoitises

Reconstruire ? La facture pourrait se monter à 14 milliards de dollars (10,5 milliards d'euros) selon l'estimation publiée hier par la Banque interaméricaine de développement (BID). Il y a un peu plus d'un mois, un séisme ravageait la capitale haïtienne, Port-au-Prince, causant 220 000 morts, 1,2 million de sans-abri et détruisant 55% du PIB du pays, ce qui en fait, à l'échelle du pays, la pire catastrophe humaine de l'histoire contemporaine. Alors que Haïti et ses habitants vivent encore dans une phase d'urgence extrême, renforcée par l'arrivée de la saison des pluies, qui a causé l'effondrement d'une école à Cap-Haïtien, dans le nord, la question de la reconstruction et de ses modalités se pose déjà. Le 31 mars, un sommet des «pays amis d'Haïti» doit se tenir sur ce thème, sous l'égide des Nations unies, à New York. Elle fait suite à une première réunion d'urgence, le 25 janvier à Montréal, où étaient

déjà apparus quelques désaccords et discordances. La reconstruction d'Haïti fait, en effet, l'objet d'une surenchère à la visibilité et à l'influence diplomatiques, dont l'île pourrait pâtir à terme.

Vieux bastion francophone mais entretenant des relations compliquées avec la France – à tel point qu'aucun président n'avait jugé bon d'y venir depuis l'indépendance, il y a plus de deux siècles – Haïti appartient aussi à la sphère d'influence américaine. Sans compter le Canada, qui abrite une vaste diaspora, et l'Amérique latine, à commencer par le Brésil, qui supportent mal les ingérences de puissances occidentales. Au final, ce sont les Etats-Unis, premiers donateurs, qui cordonneront l'aide: Bill Clinton, assez peu présent lorsqu'il était représentant spécial du secrétaire général des Nations unies, a hérité du poste de gérant en chef, qu'il prend pour l'instant très à cœur... Or Barack

Obama, qui veut faire de la reconstruction d'Haïti une démonstration d'un leadership «positif», entend travailler dans le cadre d'un triumvirat, comprenant le Canada et le Brésil.

Paris, qui a fait entendre sa voix en vain, a dû en rabattre étant donné ses moyens limités en termes d'aide internationale. Nicolas Sarkozy s'est fait souffler par le Canada les deux idées qu'il avait avancées: la construction d'une cité administrative provisoire pour abriter le gouvernement haïtien et l'effacement de la dette, que proposera le G7 présidé cette année par Ottawa. Il ne reste plus à la France qu'à tenter de prendre la tête de l'aide de l'Union européenne, dont le package se montera à 400 millions d'euros. Paris défend aussi vigoureusement la souveraineté du gouvernement haïtien, qui doit «définir un projet national»...

CHRISTOPHE AYAD

Paris, qui a fait entendre sa voix en vain, a dû en rabattre étant donné ses moyens limités en termes d'aide internationale